



La dangerosité de l'extrême droite

L'extrême droite avance masquée

Chômage de masse, creusement des inégalités, manque de perspectives d'avenir, pèsent lourdement sur notre vie sociale. La situation n'est pas nouvelle. La crise économique a, depuis 2008, aggravé ces phénomènes et les a mis en exergue.

Pour l'extrême-droite, toute crise a toujours été une aubaine.

L'audience actuelle du Front national (FN) le montre. L'expression faussement réconfortante du FN qui dit vouloir garantir à chacun, aux dépens de boucs émissaires, une place dans la société, qu'il soit agriculteur, ouvrier, fonctionnaire, enseignant, salarié, jeune, femme, cadre ou retraité, vise à séduire, à abuser, des personnes qui se sentent menacées de déclassement dans la société.

Pour encore renforcer son audience, le FN se fait de plus en plus pressant auprès des salariés. Il compte aujourd'hui sur ceux qui sont en prise avec une crise profonde, et notamment une crise de sens de leur travail. Pour mieux attirer ces salariés en perte de repères et de perspectives d'avenir, il prétend en être le défenseur et va jusqu'à emprunter le vocabulaire du syndicalisme.

Mais que se passera-t-il si les mesures proposées par le FN étaient appliquées ?

Aux dépens de qui le seraient-elles ?

Quel en serait le prix ?

Il ne s'agit pas pour nous de se poser en donneur de leçons, mais bien, de faire face à ces discours qui fragilisent les fondements de notre démocratie.

Quelle stratégie adopter alors ? Ignorance pure et simple ? Mimétisme, tel qu'y ont recours certains responsables politiques sous prétexte de couper l'herbe sous le pied du FN, mais qui ne font que donner légitimité et respectabilité à ses idées ?

Une autre stratégie nous semble plus efficace.

S'attaquer aux causes qui nourrissent l'influence et le développement de

l'extrême-droite : chômage, exclusion, sentiment d'abandon social, ... C'est bien en s'engageant dans les débats de fond et en négociant pour faire reculer les inquiétudes des salariés, réduire les inégalités ou encore participer à redonner des perspectives d'avenir, que notre syndicat se trouve dans son rôle.

C'est dans le même temps **sensibiliser les salariés dans les entreprises aux régressions concrètes, en matière de liberté et de droits sociaux, qu'entraînerait l'application du programme proposé par le FN.**

Pour cela, les syndicalistes sont les mieux placés.

La nouvelle stratégie du FN cible ses électeurs potentiels sur leur lieu de travail, là où le malaise s'exprime et s'intensifie.

Certains salariés peuvent s'interroger sur notre légitimité syndicale à nous exprimer sur un parti politique.

Il faut leur démontrer que le FN n'est définitivement pas un parti comme les autres et leur dévoiler ce qui se cache sous les « habits neufs » du FN.

La Préférence Nationale est un vieux thème de prédilection du F.N. De l'après-guerre à la fin des années 70, dans une période de croissance économique, les choix des politiques reposaient essentiellement sur la nature de la redistribution des richesses.

Le FN portait alors sans détour la préférence nationale et le protectionnisme faisant appel, dans ses rapports à l'opinion, à la pulsion plutôt qu'à la raison, à des appels vigoureux à la patrie.

Depuis, la donne s'est complexifiée avec la globalisation, la mise en place de l'euro, la réunification de l'Europe et les évolutions démographiques,

La chute de Lehman-Brothers le 15 septembre 2008 a révélé et amplifié les surendettements et des déficits très importants. On parle aujourd'hui de faillite des États et de multinationales aux profits mirobolants.

Autant de bouleversements qui dessinent l'émergence d'un monde nouveau qui, au fil du temps, devient de plus en plus complexe.

La CGT affirme depuis longtemps que le FN n'est pas un parti comme un autre et que ses valeurs sont antinomiques avec celles du syndicalisme que nous défendons : « *Le Front national est un parti antidémocratique et liberticide, raciste et xénophobe. Le recul de son influence est une urgente nécessité pour tous les démocrates* ».

Nous devons continuer de tenir un discours clair et ferme face au FN. Les raisons qui nous conduisent à prendre notre part du combat sont multiples : notre conception de la société, de la démocratie, d'une certaine vision de l'Homme sur laquelle reposent nos engagements et nos pratiques.

Non, le FN n'est pas un parti comme un autre !

Les citoyens du vieux continent, ne se repèrent plus, ne se définissent plus un avenir autre que celui du déclassement.

C'est dans cette période de profondes mutations que la quasi-totalité des partis d'extrême-droite européens ont entamé leur pseudo-transformation. En surfant sur les peurs des gens, **ils œuvrent à développer un message démagogique sur le social.**

L'extrême droite française, restée jusque-là caricaturale, amorce elle aussi son virage. C'est la même tendance partout en Europe.

La controverse sur l'intégration européenne, qui a traversé tous les partis démocratiques, a offert « un boulevard » aux partis d'extrême-droite.

Elle leur a permis de parler des préoccupations des citoyens sur les questions économiques et sociales (euro et perte de souveraineté, libre circulation et immigration, libre circulation et moins-disant social, ...) tout en réhabilitant leurs anciennes thèses face à des partis politiques divisés et aux positions peu lisibles.

C'est à ce titre que la plupart des partis européens d'extrême-droite se sont transformés visant à se rendre " fréquentables " .

En premier lieu dans les pays les plus réticents à plus d'intégration à l'Union européenne, qui ne sont pas dans la zone euro, considérés comme " riches " et très attachés à la défense de leur modèle social, les pays du Nord de l'Europe.

Dans toute l'Europe, en France, **les partis d'extrême-droite tentent de masquer leurs expressions et comportements traditionnels. Ils en gardent pour autant les fondamentaux** : dénonciation de l'Union européenne, de l'immigration, de l'étranger, des élites, ...

L'expression actuelle du FN rend de plus en plus difficile la visibilité des idéologies qui le structurent. Ses anciens radicalismes, hier caricaturaux, sont aujourd'hui noyés dans des développements sur de nombreux sujets d'actualité et « maquillés » pour ratisser au-delà des classes populaires, son premier public. Mais tout ça ne se voit pas au premier coup d'œil !

Les propositions que fait le FN, en réponse aux difficultés que peuvent connaître les salariés et aux enjeux pour l'avenir de notre pays, reposent toujours sur ses fondamentaux d'hier. Mais elles sont aujourd'hui revisitées avec des orientations empruntées à d'autres (jusqu'à reprendre des tracts syndicaux... !).

Addition complexe de pensées diverses et parfois contradictoires: Oui à la globalisation et non à l'immigration, libéralisme économique et anticapitalisme, nationalisme ultraconservateur et nationalisme social.

Le FN se pose en parti du peuple, des oubliés. La démocratie directe qu'il plébiscite est dans la droite ligne du discours historique de l'extrême-droite traditionnelle.

Tout repose sur la figure du chef et sur le prétendu dialogue direct qu'il entretiendrait avec le peuple, par-delà les partis, les syndicats et les corps intermédiaires qui seraient selon lui, corrompus et soumis aux élites.

Le FN reste bien en cela une formation populiste.

Le FN a toujours eu un discours hostile envers les syndicats. Fidèle à ce parti pris, il s'attaque aujourd'hui

à leurs modes de financement.

Marine Le Pen, dans sa lettre ouverte datée du 1er mai 2011 et intitulée " Les bobos m'ont tué ", insinue que les organisations syndicales seraient corrompues, que " *les grands syndicats n'auraient pas à rendre compte.*

Qu'il n'existe aucun contrôle sur leurs finances pourtant sorties des poches des contribuables.

Chacun sait que la **loi du 20 aout 2008 oblige** les organisations syndicales à publier leurs comptes.

Le contrôle du financement des syndicats est strict et annuel. Il est mensongé de dire que les finances des syndicats " *sortent de la poche des contribuables* ".

Tout cela nous oblige à revoir la stratégie que nous empruntons dans les années 90 pour combattre le FN. S'il y a bien dans notre patrimoine de valeurs, des questions essentielles qui nous opposent au FN, la lutte contre ses thèses ne peut plus se contenter du seul terrain des valeurs.

Il nous faut aujourd'hui déminer ses discours trompeurs et montrer aux salariés qu'ils seraient les premières victimes du FN si les mesures qu'il propose étaient appliquées.



**Ils sont
contre la
Sécurité
Sociale,
contre les
syndicats et
ils utilisent
le mensonge**

**Voici trois
exemples,...**

Trois exemples

1. Sur la Protection Sociale

Le FN n'envisage les dépenses en matière de santé et de solidarité que

comme des coûts et souhaite les réduire à peau de chagrin.

- Le FN diffuse un tract dans lequel on peut lire que “ *les clandestins sont pris en charge à 100 % bénéficiant de cures thermales et de traitement de la stérilité (...) alors que 36 % des Français ne peuvent pas se soigner correctement* ”. Les difficultés que peuvent connaître les salariés, la qualité des prestations sociales, font l'objet d'incantations sur le thème de la préférence nationale qui, telle une potion magique, guérirait tous les maux et résoudrait les problèmes de déficit de la protection sociale.

Le FN fait ainsi croire que les étrangers ont plus de droits que les Français, ce qui est strictement faux.

La France, comme tous les pays reconnaissant les textes internationaux sur les droits fondamentaux, a mis en place une prestation minimum, l'aide médicale d'État (AME), qui couvre les soins vitaux au tarif le plus bas de la Sécurité sociale pour les personnes les plus fragiles selon le principe des Droits de l'Homme.

- Alors qu'actuellement le financement des établissements médico-sociaux pour personnes handicapées s'élève à 7,9 milliards, le FN propose la construction d'établissements régionaux d'éducation adaptée à hauteur de 0,15 milliard d'euros.

2. Sur la justice

Le FN propose que des “ *magistrats issus de la société civile [jugent] dans les heures qui suivent les méfaits, les affaires les moins graves et les incivilités* ”. Les peines qui seraient ainsi prononcées seraient “ *promptes et incompressibles* ”.

Laisser à des citoyens-magistrats amateurs le soin de juger directement dans des tribunaux populaires les actes de leurs concitoyens est dangereux. Les jugements seraient régis par l'émotionnel et non plus par la raison.

3. Sur son rejet de l'Europe

Le FN fait de la sortie de l'euro un de ses thèmes récurrents. Surfant sur la dégradation de

l'image de la monnaie unique dans la population, il en conclue à la nécessité de revenir au franc.

Le FN feint ainsi d'ignorer que revenir au franc nécessiterait de dévaluer de + 20 % le franc par rapport à l'euro, que les produits importés coûteraient 20 % de plus, que les produits pétroliers augmenteraient encore de plus de 20 %

Les plus modestes comme les classes moyennes seraient touchés par ces pertes importantes de pouvoir d'achat, et dans des proportions beaucoup plus importantes que la hausse modérée des prix qui avait eu lieu lors du changement de monnaie (environ 0,2 point de pourcentage selon l'Insee).

Le FN refuse aussi la coopération policière au sein d'Europol, au motif qu'il s'agit uniquement d'une police supranationale et donc critiquable à ce seul titre.

Le FN se priverait ainsi de tous les réseaux de coordination et de protection de plus haut niveau, dans tous les domaines, qu'ils soient économiques, culturels ou sociaux.

Dans les années 90, le FN a déposé via une association, la CFNT, des listes de candidats aux élections prud'homales. Des juges se réclamant de la préférence nationale auraient été encouragés à opérer des distinctions de traitement entre justiciables fondées sur leur nationalité, leur origine ethnique ou leur couleur de peau.

Nous avons poursuivi le FN en justice. Il s'agissait pour nous de démontrer que la démarche du FN ne visait pas à défendre les intérêts matériels et moraux des personnes concernées, mais uniquement de promouvoir ses idées politiques.

Sans surprise, la justice a entendu la CGT et a établi notre droit.

Le FN souhaite une justice qui fasse la promotion de ses idées politiques

Démener les discours trompeurs du FN, c'est mener la bataille dans les entreprises. C'est en nous appuyant sur nos revendications, sur notre proximité avec les salariés que nous sommes les mieux placés pour leur expliquer, au plus près des réalités, la nocivité des discours du FN.

Retrouvez tous les combats de la CGT Vaucluse sur :

www.cgt84.com

Nous devons aussi rappeler :

- **le préambule des statuts de la CGT**
- **Extrait de l'Article 1 et 6 des statuts de la CGT**

« Le syndicalisme est né de la double volonté des salariés de défendre leurs intérêts immédiats et de participer à la transformation de la société.

Depuis sa création, il a été déterminant dans la conquête de garanties sociales qui ont contribué à changer la condition humaine...

La CGT agit pour une société démocratique, libérée de l'exploitation capitaliste et des autres formes d'exploitation et de domination, **contre les discriminations de toutes sortes, le racisme, la xénophobie et toutes les exclusions...**

...Ouvert à toutes les diversités, riche des différences d'opinion, le syndicalisme dont l'ambition est d'être solidaire, constitue pour les salariés un moyen essentiel pour relever les enjeux contemporains.

Les principes d'égalité, de solidarité, d'écoute, de tolérance et d'épanouissement des diversités pour lesquels elle œuvre, animent la vie démocratique en son sein.

Extrait de l'Article 1 des statuts de la CGT :

« La CGT est ouverte à tous les salariés, femmes et hommes, actifs, privés d'emploi et retraités, quel que soit leur statut social et professionnel, leur nationalité, leurs opinions politiques, philosophiques et religieuses »

Article 6 des statuts :

«La CGT se fonde sur l'indépendance de l'organisation à l'égard du patronat, des pouvoirs publics, des gouvernements, organisations politiques, philosophiques, religieuses et autres.»

Ces principes rappelés, il n'est pas envisageable qu'au nom de la liberté d'opinion dans la CGT, la CGT puisse être représentée par des militants revendiquant par ailleurs publiquement leur adhésion au concept de « préférence nationale », socle idéologique de FN.

Ceci pour une raison simple mais au combien essentielle : c'est contraire aux principes et aux valeurs fondamentales inscrites dans ses statuts.

**A vous tous, bon travail dans
vos entreprises, sections de Retraités et localités.**